

**Aucune concertation avec le gouvernement ultra-réactionnaire Macron-Barnier !
À bas son budget de guerre contre les travailleurs et la jeunesse !
Front uni des organisations syndicales pour en empêcher l'adoption !**

La double défaite électorale de Macron a ouvert une profonde crise politique et c'est bien le RN qui en sort renforcé. Au nom d'un « front républicain » contre le RN, les partis du NFP ont retiré leurs candidats pour permettre l'élection de Borne, Darmanin et Wauquiez, ennemis acharnés des travailleurs, de la jeunesse et des immigrés. Les directions syndicales ont pleinement appuyé le NFP dans cette position.

Ce « front républicain » censé faire barrage au RN et à ses “idées”, a abouti à la nomination par Macron de Barnier comme premier ministre, avec le soutien des partis bourgeois Renaissance-Modem-Horizon-LR et le consentement du RN.

Barnier est un représentant de LR. En 2021, son programme, c'était la retraite à 65 ans et des propositions contre l'école (suspension des allocations familiales pour certains parents, recrutement des équipes éducatives par les chefs d'établissement et instauration de l'apprentissage dès 14 ans).

Mais surtout, il s'était distingué par ses préconisations contre les immigrés, récemment réitérées, très proches du RN. A tel point que Marine Le Pen, dans *La Tribune Dimanche* du 8 septembre, a indiqué : « *Il est incontestable que Michel Barnier semble avoir, sur l'immigration, le même constat que le nôtre. Maintenant nous attendons de lui des actes* ».

Pour Macron, le nouveau gouvernement doit poursuivre et amplifier les attaques contre les travailleurs et la jeunesse. Et pour cela, un budget aux coupes massives contre la santé et l'école et contre tous les domaines sociaux, déjà en situation critique. Et au contraire, l'augmentation des budgets de l'armée et de l'intérieur.

Face à ce gouvernement de guerre généralisée contre les acquis du prolétariat, la responsabilité de notre fédération est de se dresser contre lui et de préparer l'affrontement.

La FSU doit clairement condamner le budget en gestation et préparer la mobilisation pour empêcher son adoption. Pour cela, la FSU doit œuvrer à la constitution d'un front uni des organisations syndicales (en particulier CGT-FO-FSU). Avec en perspective la préparation d'une manifestation nationale à l'Assemblée pour interdire l'adoption du budget scélérat.

Ce gouvernement instable prépare une offensive généralisée contre les travailleurs

En raison de la crise du capitalisme français, le gouvernement Macron-Barnier a des objectifs très ambitieux. Et comme il ne bénéficie pas d'une majorité – même relative – à l'AN, il est de fait l'otage du RN, maître de sa survie.

Manquant de force à l'AN, Barnier espère en trouver ailleurs. Le 6/09, il a déclaré sur TF1 : « *on doit respecter et prendre en compte les partenaires sociaux, les syndicats. Notre pays a besoin de syndicats forts* ».

La ficelle est énorme ! Quand il évoque les partenaires sociaux et les syndicats, c'est dans un seul but : obtenir de leurs dirigeants la légitimation de ses projets. Son offre de concertation est toujours au service du gouvernement qui y recourt.

Quelle a été la réponse des dirigeants syndicaux de la fonction publique à sa proposition ? Dans une lettre à Barnier du 13 septembre, unanimes, ils écrivent : « *Ainsi, nous souhaitons que la réforme des retraites de 2023 soit suspendue afin d'engager de nouvelles discussions.* ».

La revendication qui était celle de tous les syndicats et de l'immense majorité des travailleurs (l'**abrogation** de la réforme des retraites) est purement évacuée pour une demande de **suspension** et d'engagement de « nouvelles discussions ». De « nouvelles discussions », c'est justement la proposition de Barnier, partisan de la retraite à 65 ans. Comme le relate Le Figaro, au cours de son interview à TF1 : « *Il a souligné sa volonté de prendre le temps de discuter avec l'ensemble "des partenaires sociaux" concernés par la réforme [des retraites]. Si Michel Barnier entend ouvrir de possibles discussions sur le sujet, il veut, quoi qu'il arrive, respecter "le cadre budgétaire".* »

Pour Barnier, de « nouvelles discussions » auraient comme seul objectif, d'aggraver considérablement la contre-réforme de 2023.

Les directions syndicales de la FP, doivent refuser toute nouvelle discussion en ce domaine et exiger l'abrogation pure et simple de la réforme de 2023, et pas sa suspension.

En finir avec la stratégie des directions syndicales qui conduit toujours aux défaites

Pour le gouvernement, la concertation est toujours un moyen essentiel pour avancer dans la mise en œuvre de ses projets.

Mais à certains moments, quand les travailleurs se mobilisent, elle devient délicate, voire impossible. Ce fut le cas au moment de la contre-réforme des retraites de 2023. Mais alors, les dirigeants syndicaux ont refusé obstinément d'engager le combat centralisé pour interdire le vote de la loi contre nos retraites. En particulier, ils ont refusé d'appeler à une manifestation nationale et centrale devant l'Assemblée. Au contraire, ils ont multiplié les journées d'action, dilapidant les forces, au lieu de les concentrer – là où tout se décidait – à l'AN.

Les dirigeants syndicaux, dont ceux de notre fédération, sont responsables de notre défaite.

Pour le choc des savoirs, là encore, la direction nationale du SNES a refusé de convoquer une manifestation nationale au ministère de l'Éducation nationale, pour imposer le retrait du choc des savoirs. Au contraire, à nouveau, au lieu de centraliser et de concentrer les énergies, elle a multiplié les grèves de 24h et les actions décentralisées, pavant la voie à la défaite.

À bas le budget Macron-Barnier !

Notre fédération doit refuser toute concertation avec ce gouvernement, notre ennemi déterminé. Il doit préparer l'affrontement indispensable pour empêcher l'adoption de son budget scélérat.

Prétendre qu'il pourrait y avoir des « avancées » sur nos revendications (salaires, statuts, conditions de travail...) sans empêcher l'adoption du budget, est une tartufferie.

Quant à prétendre obtenir l'abrogation des contre-réformes (retraites, choc des savoirs, Lycées etc.), sans se battre contre le budget qui est une arme dans leur application, encore une supercherie !

Notre fédération doit proclamer : À bas le budget Macron-Barnier !

Elle doit s'adresser aux responsables des autres organisations syndicales (en particulier CGT et FO) pour qu'ils se prononcent en ce sens et pour qu'ils constituent un front uni des syndicats pour interdire l'adoption de ce budget ultra-réactionnaire.

Avec pour perspective une immense manifestation nationale à l'Assemblée.

Pour soutenir cette orientation, votez, faites voter pour Front Unique !

Le 23 septembre 2024 (frontunique.com)

Palestine, Kanaky : la FSU doit se placer du côté des peuples opprimés !

L'extermination du peuple palestinien par l'État d'Israël se poursuit sans accroc depuis un an. L'État sioniste vient d'étendre son offensive contre le Liban et sa population.

Les impérialismes américain, anglais, français... soutiennent tous Israël. Il n'y a donc rien à attendre de l'ONU.

Plus personne ne croit aux incantations pour une « paix juste et durable » ou à la prétendue « solution à deux États » qui renvoient dos à dos, l'opresseur et l'opprimé.

La direction de la FSU doit enfin prendre position en défense du peuple palestinien et exiger l'arrêt de la répression contre ceux qui lui expriment leur soutien.

Elle doit s'engager dans l'organisation du boycott d'Israël. Et en particulier, appeler au boycott académique des universités israéliennes impliquées dans le processus de colonisation, y compris militaire.

Contre les Kanaks, le gouvernement français mène dans tous les domaines une violente politique coloniale.

La direction fédérale doit enfin se placer inconditionnellement du côté du peuple kanak, opprimé par l'État français. Elle doit exiger l'abrogation de la réforme du code électoral, l'arrêt immédiat de la répression, le retrait des troupes françaises et la libération immédiate et la relâche des militants expatriés et incarcérés.